



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 8 | 2006

Méthodologies et pratiques territoriales de l'évaluation  
en matière de développement durable

---

### Editorial dossier 8 : Méthodologies et pratiques territoriales de l'évaluation en matière de développement durable.

Antoine Goxe, Nathalie Holec et Sandrine Rousseau

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3321>

DOI : 10.4000/developpementdurable.3321

ISSN : 1772-9971

#### Éditeur

Association DD&T

#### Référence électronique

Antoine Goxe, Nathalie Holec et Sandrine Rousseau, « Editorial dossier 8 : Méthodologies et pratiques territoriales de l'évaluation en matière de développement durable. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 8 | 2006, mis en ligne le 14 décembre 2006, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3321> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.3321>

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# Editorial dossier 8 : Méthodologies et pratiques territoriales de l'évaluation en matière de développement durable.

Antoine Goxe, Nathalie Holec et Sandrine Rousseau

---

- 1 La publication dans la revue *Développement Durable et Territoires* d'un dossier sur l'évaluation du développement durable (DD) semble s'inscrire dans une actualité forte de cette thématique, tant du point de vue de la recherche académique que de celui des réflexions et expérimentations des praticiens. En témoignent les récents programmes de recherches finalisées<sup>1</sup>, colloques, journées d'études ou d'échanges et rencontres diverses organisés autour de cette thématique<sup>2</sup> ou de celle des indicateurs de DD<sup>3</sup>.
- 2 Cet investissement conséquent de la question de l'évaluation du DD peut s'interpréter de deux manières différentes :
- 3 D'une part, il peut être perçu comme l'indice de l'avènement d'une « modernité réflexive », pour reprendre l'expression d'Ulrich Beck (2001), marquée par la prise de conscience des risques et des incertitudes liées aux activités humaines. Le besoin de développer des instruments d'information, de connaissance des impacts, de prévision, devient ainsi un enjeu de l'action organisée, publique ou privée. Les différentes initiatives en matière de méthodologies d'évaluation, d'instruments d'observation et de mesure, de construction et d'usages d'indicateurs de DD contribuent ainsi au développement d'une réflexivité institutionnelle (Giddens, 1994) rendue de plus en plus nécessaire par la montée en puissance de la notion de DD. Dans cette perspective gestionnaire, l'évaluation est en effet présentée comme une modalité impérative d'une « action publique durable », tant par les différents textes de référence définissant le champ et les principes du DD<sup>4</sup>, que par les nombreux guides méthodologiques à destination des acteurs. Des principes d'action associés fréquemment au développement durable comme la réversibilité des décisions (liée aux principes de complexité et de précaution) ou encore le droit à l'initiative et à l'expérimentation

(innovation et prospective), impliquent en théorie des temps d'évaluation et de réflexivité des acteurs et des institutions.

- 4 D'autre part, il convient de s'interroger sur ce qui peut s'apparenter à un sur-investissement de cette thématique de l'évaluation du DD. Selon certains auteurs, l'apport spécifique de cette notion se trouverait dans les instruments d'action publique construits et mobilisés en lui faisant référence, et serait ainsi plus procédural que substantiel (Lascoumes, 2005). Les nombreuses réflexions en termes méthodologiques ou d'ingénierie sociale liées à cette problématique semblent confirmer cette lecture. Face au flou entourant la notion, les acteurs chercheraient à la concrétiser, à en (re)trouver la substance par les procédures, la méthode. La médiation technique permettrait de construire un « contenu » opérationnel à ce concept, constituerait une « tentative pragmatique pour "donner une forme" à la problématique du développement durable » (Theys, 2000). Entre mouvement de fond, indice d'une nouvelle modernité, et tâtonnements méthodologiques, les expérimentations en matière d'évaluation du développement durable éprouvent toujours des difficultés à intégrer pleinement les processus décisionnels.
- 5 L'évaluation des politiques publiques constitue, depuis une vingtaine d'années en France, un champ spécifique d'expérimentations et de recherche, lesquelles ont permis de préciser différentes modalités de l'action évaluative en fonction de :
  - ses finalités et objectifs (évaluation comme outil de diagnostic, de suivi d'une stratégie, ou encore de communication et de mobilisation des acteurs) ;
  - ses modalités techniques (évaluation monétaire, multicritères, choix et élaboration d'indicateurs, calculs d'indices...) ;
  - son mode de réalisation (évaluation participative associant les acteurs, les parties prenantes, impliquées et concernées ; évaluation démocratique ouverte aux citoyens ; évaluation confiée à une expertise extérieure...)
- 6 Dans ce champ spécifique, comment appréhender l'évaluation face à la problématique du développement durable au niveau territorial ? L'appel à contribution proposait de distinguer plusieurs approches :
  - l'évaluation « classique » des politiques et programmes d'action publique se réclamant du développement durable (Agenda 21, stratégie de DD...).
  - l'évaluation « au regard » du développement durable des politiques publiques intégrant les principes et enjeux portés par cette problématique dans la méthode d'évaluation en élaborant de nouveaux critères et indicateurs.
  - l'évaluation du développement durable du territoire considéré, visant à établir l'impact ou la contribution du territoire au projet de développement durable.
- 7 Ces trois perspectives (évaluer la performance et l'efficacité des politiques publiques de développement durable ; évaluer les politiques publiques au regard du développement durable ; évaluer le développement durable d'un territoire) font en effet l'objet d'expérimentations et de mises en œuvre par de plus en plus d'acteurs territoriaux.
- 8 Les contributions publiées dans ce dossier abordent ce thème de l'évaluation de différentes manières. Corinne Meunier-Splot et Thomas Zeroual-Splot, ainsi qu'Abdrahmane, Wane Véronique Ancey et Basile Grosdidier, proposent dans leurs articles une évaluation au regard de la durabilité de programmes d'action publique, respectivement : la politique communautaire des transports et celle des Unités

Pastorales dans le Sahel sénégalais. Jean-Marc Callois, dans une perspective d'évaluation globale des conditions sociales d'un développement local durable, propose une approche méthodologique mobilisant la notion de « rayon de confiance ». Hélène Rey-Valette et Sébastien Roussel, pour leur part, interrogent l'impact de la problématique du développement durable sur la construction des dispositifs et les méthodologies d'évaluation des politiques publiques, en s'appuyant sur l'étude de la gestion intégrée des zones cotières (GIZC). La contribution de Philippe Zittoun sur la production d'indicateurs du bruit et leur mise en carte, et celle d'Agnès Grandgirard et Rémi Barbier sur les observatoires de l'eau, interrogent plus spécifiquement les outils de production de connaissances et d'information, leur mode d'élaboration et les finalités de leurs missions.

- 9 En complément de ces différentes analyses, deux retours d'expériences sont publiés dans la rubrique « Point de vue ». Catherine Bodet et Annaïg Hache présentent l'expérimentation de l'outil « Bilan sociétal » pour évaluer la responsabilité sociale et environnementale de l'organisation d'associations locales dans le pays de Rennes. Eric Plottu, de la mission « évaluation » de l'ADEME, nous propose quant à lui un retour sur les méthodes d'évaluation mises en place par l'Agence.
- 10 Conformément à l'esprit de la revue DD&T, ce dossier sur les « pratiques territoriales de l'évaluation du développement durable » reste ouvert à de nouvelles contributions susceptibles de l'enrichir et de prolonger le débat.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Beck U., 2001, *La société du risque. Vers une modernité réflexive*, Paris, Aubier.

Giddens A., 1994, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.

Lascoumes P., 2005, « Le développement durable, vecteur d'innovations politiques ? », in Smouts M.-C. (ed.), *Le développement durable : les termes du débat*, Paris, Armand Colin, pp. 95-108.

Theys J., 2000, « Quelles recherches sur le développement durable ? Un détour par les indicateurs », in *Développement durable, villes et territoires*, Notes du Centre de Prospective et de Veille Scientifique n° 13, Ministère de l'Équipement.

## NOTES

1. Ainsi du programme co-financé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (MEDD) et le Programme Urbanisme, Construction, Architecture (PUCA) « Politiques territoriales et développement durable » (<http://www.territoires-rdd.net>) dont un axe problématique spécifique, commun aux appels de 2003 et 2005, porte sur l'évaluation du DD ; le programme interdisciplinaire sur le développement urbain durable (PIDUD) du CNRS, lancé en 2004, envisage également des axes de questionnement autour de la construction d'indicateurs et de l'évaluation.

2. Par exemple la journée « Evaluer le développement durable : enjeux, méthodes, démarches d'acteurs », co-organisée à Lille par le CERDD et le réseau DDTF le 3 novembre 2005. (Cf. le compte-rendu publié dans la revue DD&T) ; le récent colloque « Evaluation et gouvernance » tenu à Tours les 16 et 17 novembre 2006 ; ou encore le colloque « Evaluation et développement durable » de la Société Française de l'Evaluation, organisé en juin 2003.
  3. Plusieurs colloques et rencontres ont également eu lieu récemment sur ce thème : à Aix-en-Provence en décembre 2005, Montpellier et Lyon en avril et juin 2006 respectivement.
  4. Pour n'en citer qu'un, rappelons que l'Agenda 21 de Rio consacre un chapitre spécifique à « L'information pour la prise de décisions » (chapitre 40), rassemblant les préconisations en matière de systèmes d'information, collecte de données, construction de nouveaux indicateurs de DD, et évaluation des actions collectives.
- 

## AUTEURS

### ANTOINE GOXE

Antoine Goxe est doctorant en sciences politiques au CERAPS (UMR CNRS 8026 – IFRESI) et ATER à l'Université de Lille 2. Son travail doctoral porte sur l'institutionnalisation du développement durable en France ; il coordonne une opération de recherche contractualisée avec le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable sur « l'évaluation des politiques locales de développement durable : instrumentation, pratiques, acteurs ». [Antoinegoxe@revue-ddt.org](mailto:Antoinegoxe@revue-ddt.org)

### NATHALIE HOLEC

Nathalie Holec, économiste de formation, est responsable de la Mission « Ingénierie et Animation du Développement Durable », au sein de la Direction du Plan, de la Prospective et de l'Evaluation D2PE) du Conseil Régional Nord – Pas de Calais. [n.holec@cr-npdc.fr](mailto:n.holec@cr-npdc.fr)

### SANDRINE ROUSSEAU

Sandrine Rousseau est Maître de Conférences en sciences économiques à l'Université de Lille 1, et membre du CLERSE (UMR CNRS – IFRESI). Ses travaux actuels portent sur les motivations des entreprises à s'engager dans une démarche de responsabilité sociale et environnementale, sur les indicateurs environnementaux, dont l'empreinte écologique et sur les emplois précaires domestiques. [Sandrine.rousseau@univ-lille1.fr](mailto:Sandrine.rousseau@univ-lille1.fr)